

BIOSYNEX

Société Anonyme

22 boulevard Sébastien Brant
67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Rapport du commissaire aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 8 juin 2020 - Résolutions n° 9, 10, 11, 12,
13, 15, 17

BIOSYNEX

Société Anonyme

22 boulevard Sébastien Brant
67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Rapport du commissaire aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 8 juin 2020 - Résolutions n° 9, 10, 11, 12, 13, 15, 17

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport:

- de lui déléguer, le cas échéant, pour une durée de 26 mois au titre des 9^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} résolutions et 18 mois au titre des 12^{ème} et 15^{ème} résolutions, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier dans la limite de 20% du capital social par an et pour un montant nominal global ne pouvant excéder 1.500.000 euros (9^{ème} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant immédiatement

et/ou de manière différée, accès par tous les moyens au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ;

- émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (10^{ème} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou à l'attribution de titres de créances, pour un montant nominal maximum d'augmentations de capital de 1.500.000 euros ;
- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (11^{ème} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou à l'attribution de titres de créances, pour un montant nominal maximum d'augmentations de capital de 300.000 euros ;
- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription (12^{ème} résolution) au profit de catégories de bénéficiaires, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à un titre de créance, pour un montant nominal maximum d'augmentations de capital de 1.500.000 euros ;
- émission d'un nombre maximum de 3.000.000 de bons de souscription d'actions (15^{ème} résolution) donnant droit à la souscription de 3.000.000 d'actions ordinaires nouvelles de la société, réservée au profit d'une catégorie de personnes.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la 17^{ème} résolution, excéder 2 000 000 euros au titre des 7^{ème} à 16^{ème} résolutions. Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon la 17^{ème} résolution, excéder 20 000 000 euros pour les résolutions susvisées.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 9^{ème} à 12^{ème} résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 13^{ème} résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 9^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} et 15^{ème} résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la 10^{ème} résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci le cas échéant, et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 9^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 15^{ème} résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'Administration en cas d'émissions de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription .

Strasbourg, le 19 mai 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Loïc MULLER
Associé



Marc PIOTRAUT
Directeur